

La réalité contemporaine à la lumière de l'analyse marxiste

Louis Gill

économiste, professeur retraité de l'Université du Québec à Montréal

7-8 novembre 2008 (anniversaire de la révolution bolchévique)

Titres des sections

- Notions de base de l'analyse marxiste
- L'accumulation sans limites, à l'origine de la crise écologique
- Les crises périodiques, moments nécessaires de l'accumulation
- Les fondements du démantèlement de l'État
- Le concept marxiste de capital fictif
- La crise actuelle à la lumière de la théorie marxiste de la monnaie
- L'or, valeur refuge
- Un système contaminé par l'hypertrophie de la finance
- L'appel désespéré à un « nouveau Bretton Woods »
- Quelle voie de sortie ?
- Obama démiurge ?

Notions de base de l'analyse marxiste

Je vais commencer par un bref rappel des notions de base de l'analyse marxiste présentées dans les premiers chapitres du *Capital* de Marx, dont le premier livre a été publié en 1867, à savoir les notions de marchandise, de valeur, d'argent et de capital.

Toute société produit des biens utiles pour sa consommation immédiate, pour la constitution de réserves en vue de sa consommation future ou pour accroître sa capacité productive. Elle procède pour ce faire à une division du travail social. Dans les sociétés marchandes, dont la société capitaliste est le développement généralisé, ces biens d'utilité, ou valeurs d'usage comme les désigne Marx, prennent la forme de marchandises, qui sont réparties au sein de la société, de même que le travail dont elles sont le produit, par l'intermédiaire de l'échange, c'est-à-dire du marché.

Pour que cet échange ait lieu entre marchandises de valeurs d'usage différentes, il faut qu'elles soient comparables sous un certain rapport. Qualitativement différentes, elles doivent être quantitativement égales. Différentes sur le plan des valeurs d'usage, elles doivent être égales sur le plan de leurs valeurs d'échange. La mesure de ces valeurs d'échange, ou valeurs, est le temps de travail socialement nécessaire à leur production. Toutes les marchandises expriment leur valeur dans un équivalent général qui est la monnaie, ou l'argent.

L'échange par l'intermédiaire de l'argent est représenté par Marx par l'expression M-A-M (marchandise-argent-marchandise). Cette expression met en lumière la fonction sociale de l'argent qui ne saurait être réduit à une simple unité de compte. La transformation de la marchandise en argent, sa vente, dans une société où la production est le résultat d'un ensemble de décisions individuelles privées coordonnées par le seul marché, est la démonstration de ce que la décision de la produire était fondée. Inversement, sa non-transformation en argent, l'échec de la vente, démontre que cette décision n'était pas fondée, que le travail investi dans cette activité n'était pas socialement nécessaire et qu'il devra être réorienté vers une autre activité. Dans la société marchande, les travaux privés ne sont pas immédiatement du travail socialement validé. Pour le devenir, il faut que les marchandises qui en sont le fruit subissent avec succès l'épreuve du marché, qu'elles se transforment en argent.

Dans la formule de l'échange simple M-A-M, qui signifie *vendre pour acheter* (M-A suivi de A-M) et qui caractérise la production marchande en général, *l'argent en tant qu'argent* ne sert que d'intermédiaire dans l'échange des marchandises. La finalité de l'opération est la *consommation finale de la valeur d'usage*. L'argent est simplement *dépensé*. La production capitaliste, qui est la généralisation de la production marchande, est caractérisée par une autre fonction de l'argent, celle de *l'argent en tant que capital*, représentée par l'expression A-M-A', *acheter pour vendre plus cher* (A-M suivi de M-A', où A' est supérieur à A). Ici, l'argent n'est qu'*avancé* et il doit revenir, en quantité supérieure. La finalité de l'opération est la *conservation et l'accroissement de la valeur*.

En tant que capital, l'argent ne peut avoir qu'un mouvement quantitatif, tendre à se multiplier sans limite. Le capital est l'expression de ce mouvement ininterrompu de mise en valeur, de poursuite de l'enrichissement sans fin, de l'enrichissement comme fin en soi. Par rapport à ce mouvement objectif du capital, le capitaliste comme individu n'a d'existence sociale qu'en tant qu'il personnifie le capital. Son comportement subjectif est entièrement déterminé par le mouvement objectif du capital. Il est un simple agent du capital, dont la raison d'être est de le faire fructifier.

L'accumulation sans limites, à l'origine de la crise écologique

D'entrée de jeu, ce résultat qui se dégage des notions de base les plus élémentaires tirées des premiers chapitres du *Capital* jette un éclairage sur l'un des problèmes les plus cruciaux de notre époque, celui de la crise écologique. La course à l'abîme dans laquelle l'humanité est engagée par la surconsommation des ressources jusqu'à leur épuisement et par la destruction de l'environnement trouve son origine dans les fondements mêmes d'un système poussé à accumuler le capital sans limites. La logique du système capitaliste, dont les dérèglements sont enracinés dans ses fondements, donne lieu à une accumulation sans égard à la destination sociale des investissements. Le seul objectif est la réalisation du rendement visé et plus particulièrement, avec le tournant néolibéral des vingt-cinq dernières années, du rendement à court terme¹.

¹ Voir François Chesnais : « Au cœur de la crise planétaire, l'irrationalité fondamentale du capitalisme », *Carré rouge*, Paris, no 37, novembre 2006. Sur la question de la crise financière qui a éclaté en 2007, dont il est question plus loin dans le présent article, voir aussi, du même auteur : « Sur la portée et le cheminement de la crise financière », *Carré rouge – La brèche*, Paris et Lausanne, no 1, décembre 2007 – janvier – février 2008.

Dans le cadre du capitalisme, le travail humain interagit avec la nature, non pas en tant que travail concret producteur de valeurs d'usage, mais en tant que travail abstrait producteur de valeurs, dans un processus sans fin de valorisation du capital. La production de valeur d'usage n'a d'autre fonction que de contribuer à accroître la valeur. En un mot, elle n'est qu'un mal nécessaire pour faire de l'argent, sans considération des conséquences. La société est ainsi poussée à s'autodétruire comme conséquence de son fonctionnement normal. À titre d'illustration, l'exploitation effrénée des sables bitumineux de l'Alberta, propulsée par l'appât des profits pétroliers, constitue non seulement le principal obstacle à la contribution du Canada à la nécessaire lutte mondiale contre les gaz à effet de serre, mais a des incidences négatives gigantesques, banalisées par le système, sur l'environnement immédiat des champs d'exploitation.

Les crises périodiques, moments nécessaires de l'accumulation

Si inéluctable soit-il, le processus d'accumulation sans limites du capital n'a rien d'harmonieux. Il est au contraire, de par sa dynamique même, traversé par des crises périodiques qui sont des moments nécessaires de l'accumulation et non le résultat d'une mauvaise gestion de l'économie. Les crises, révèle l'analyse marxiste, sont à la fois inévitables et indispensables. *Inévitables*, en tant que conséquences de la tendance à la baisse du taux de profit, elle-même découlant des efforts permanents pour augmenter la productivité du travail et la production matérielle de valeurs d'usage, et de la limitation simultanée de la capacité de production de valeurs. *Indispensables*, en raison de leur rôle d'assainissement, de destruction de valeurs et de rétablissement des conditions nécessaires à la reprise.

Après la profonde crise de 1929 et la longue dépression des années 1930 à laquelle seule la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) a mis un terme, les économies capitalistes ont voulu suppléer aux limites des mécanismes du marché et à leur inaptitude à assurer une croissance soutenue en recourant à l'intervention de l'État, notamment par le développement des services publics, la redistribution du revenu, le soutien de la demande globale et de l'emploi, le soutien direct de l'entreprise privée, la nationalisation d'entreprises existantes ou la création d'entreprises d'État nouvelles, la réglementation et le contrôle de l'activité économique privée.

Les trente années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale ont été des années de généralisation du recours à ces instruments associés au nom de l'économiste britannique John Maynard Keynes qui en avait été le protagoniste au cœur de la dépression des années 1930. La reconstruction des économies détruites par la guerre et les résultats économiques favorables obtenus jusque vers la fin des années 1960 ont accrédité le bien-fondé de l'intervention économique de l'État et de la dépense publique comme moyen de soutenir la croissance et l'emploi. On en est venu à mettre ces résultats au compte de la politique économique elle-même et à considérer les crises économiques comme un phénomène révolu, ne pouvant persister, dans le pire des cas, que sous la forme atténuée des récessions.

A partir de la fin des années 1960, au terme d'une période d'un peu plus de deux décennies d'une croissance économique régulière, attribuée au succès de la politique économique keynésienne, on vit réapparaître des difficultés que les instruments keynésiens semblaient désormais devenus impuissants à surmonter. L'aggravation de ces difficultés au cours des années 1970, qui ont

culminé dans la crise de 1975-1976, a favorisé l'expression d'une critique de plus en plus sévère de la politique keynésienne et ouvert la voie à un retour en force du libéralisme économique. Le virage prit toute son ampleur au début des années 1980 sous la présidence de Ronald Reagan aux États-Unis et le gouvernement de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, pour se généraliser rapidement à l'ensemble des pays capitalistes industrialisés. Privatisation, déréglementation, compressions budgétaires, diminution de la taille du gouvernement, tarification des services publics, rentabilisation, retour au libre jeu des forces du marché, fiscalité favorable à l'investissement privé, tels furent désormais les mots clés au nom desquels fut menée la politique économique.

Pourquoi ce radical changement de cap? Comment expliquer cette déclaration de guerre contre une intervention de l'État dans l'économie qui avait jusqu'alors été jugée salutaire? Pour l'analyse marxiste, la première question à éclaircir est celle du rôle du secteur public dans une économie dont le fondement demeure l'activité privée rentable. Il s'agit donc d'apprécier correctement la nature des dépenses publiques, non pas d'un point de vue général, mais du point de vue de ce qui guide la prise de décision et le fonctionnement de l'économie tout entière dans la société capitaliste, à savoir le profit.

Les fondements du démantèlement de l'État

Dans la société capitaliste, comme nous l'avons vu, l'activité économique privée doit nécessairement être rentable, sinon elle n'a pas lieu. L'argent avancé par les entreprises en salaires et pour l'achat de biens de production doit revenir, augmenté d'un profit. La dépense (privée) ainsi effectuée a été *productive*. Elle s'est révélée justifiée dans la mesure où elle a engendré un profit. Une part de ce profit sera réinvestie, viendra s'ajouter au capital existant; le capital accumulé aura grossi. Tel est le cours normal des choses en économie capitaliste où l'activité économique n'a lieu que dans la mesure où elle est profitable pour le capital. Le terme « productif » en économie capitaliste est synonyme de « productif de profit », ou « productif pour le capital ». Il n'est pas synonyme de « productif de biens en général ».

Lorsque l'État intervient directement comme agent économique, le caractère productif ou improductif de ses activités ne peut être établi que par rapport à cette même norme. L'intervention de l'État ne change rien à la nature de l'économie de marché qui demeure fondée sur le profit. Elle n'est motivée au contraire que par la nécessité de compléter l'activité privée et de lui apporter un soutien dont l'objectif est son développement fructueux. L'activité étatique est donc productive si elle stimule le profit en général et favorise l'accumulation du capital. Improductive dans le cas contraire, elle constitue alors un fardeau pour le capital qui tôt ou tard visera à la réduire, à en modeler le fonctionnement sur celui de l'entreprise privée ou à la privatiser.

Dépenses publiques comme dépenses privées doivent donc être appréciées à partir de leur rôle dans la production de profit. Aucun critère moral ne peut guider ici l'analyse. Si juste et nécessaire soit telle ou telle dépense de l'État du point de vue des besoins sociaux, si « productive » soit cette dépense en répondant à un besoin social, il ne s'ensuit nullement, tant s'en faut, qu'elle soit productive pour le capital. Au-delà des critères moraux, l'analyse doit déceler ce qui est nécessaire et inévitable, non pas du point de vue de la société en général, mais du point de vue de la société particulière dans laquelle nous vivons, à savoir la société capitaliste fondée sur la propriété privée et le profit.

Les activités de l'État et les dépenses qui s'y rattachent ne sont pas uniformes. Leurs incidences sur l'accumulation du capital sont diverses. Certaines sont assimilables aux activités du secteur privé et peuvent dans certains secteurs se trouver en concurrence directe avec elles. Elles obéissent aux mêmes impératifs et leurs produits ont la même destination, à savoir l'écoulement sur le marché à des prix qui assurent la rentabilité de l'opération. Les fonds qui y sont investis ont été dépensés en tant que capital, en vue de fructifier. Une fraction du capital social global se trouve ainsi gérée par l'État, constituée en « capital public » coexistant avec le capital privé et, le cas échéant, le concurrençant. Les dépenses publiques engagées dans ce type d'activités ont pour objectif de faire fructifier le capital. Il s'agit de *dépenses productives*.

D'autres activités de l'État ne sont pas assimilables aux activités du secteur privé. Leurs « produits » ne sont pas destinés à être écoulés sur le marché. Elles obéissent à des critères qui ne sont pas celui du profit. Les sommes engagées pour les financer ne sont pas *avancées* comme du capital, en vue de fructifier, mais sont *dépensées* à même les revenus de l'État provenant des impôts ou des emprunts. Il s'agit de *dépenses improductives*. Du fait que ces activités échappent aux critères de la rentabilité privée, leurs produits sont destinés à la *consommation publique*. Contrairement aux produits de *consommation privée* dont l'accès est restreint à ceux et celles qui peuvent payer le prix assurant la rentabilité de l'activité, les produits de consommation publique sont accessibles à tous et à toutes, indépendamment de leur revenu. C'est le cas par exemple des services de santé et d'éducation offerts par les réseaux publics.

Les activités de l'État peuvent donc être regroupées dans deux grandes catégories:

- Les activités *productives*, où les sommes engagées sont *avancées* comme *capital*, et dont le produit est destiné à la *consommation privée* (rentable).
- Les activités *improductives* où les sommes engagées sont *dépensées à même les revenus de l'État*, et dont le produit est destiné à la *consommation publique*.

Cette distinction entre activités productives et improductives sert de guide à l'analyse des diverses activités économiques de l'État qui peuvent être regroupées sous les rubriques suivantes:

- Activités industrielles, commerciales et financières
- Administration publique générale
- Travaux publics

Dans le cas d'un État souverain, il faut ajouter la défense nationale.

Lorsque l'État intervient dans les activités (industrielles, commerciales et financières) relevant habituellement du secteur privé, les fonds qu'il y investit sont engagés, comme les fonds du secteur privé, en vue de fructifier, c'est-à-dire comme capital. Le capital privé le voit comme un intrus qui l'exproprie d'une partie du contrôle qu'il voudrait exercer seul sur la totalité du capital, comme un concurrent, par ailleurs déloyal dans la mesure où il bénéficie du soutien de l'État qui en garantit l'existence.

Les activités qui relèvent de l'administration publique générale ont une caractéristique commune. Leur existence n'est pas fondée sur la rentabilité. Elles sont motivées par des objectifs sociaux et par la nécessité du fonctionnement de l'appareil gouvernemental. Elles regroupent :

- 1) Les services publics: éducation, santé, services sociaux, transport en commun, loisirs, culture, ...
- 2) L'administration publique au sens strict: gestion de l'appareil administratif gouvernemental, de l'appareil judiciaire, de la sécurité publique, ...
- 3) Les activités de redistribution effectuées par le biais des divers types de « transferts »: assurance-chômage, assistance sociale, indemnisation des accidentés du travail, des retraités, ...

L'État engage dans leur réalisation des dépenses qui sont financées par ses revenus et par ses emprunts si les dépenses excèdent les revenus. Les normes d'efficacité du secteur privé tendent, il va sans dire, à être transposées dans la gestion du secteur public. On cherche à en augmenter la productivité. Comme dans le secteur privé, les gestionnaires publics visent à augmenter le rendement du travail, à restreindre les salaires, à diminuer le nombre de postes réguliers et à les remplacer par des postes à temps partiel, à recourir aux contractuels et aux occasionnels. Tous ces moyens contribuent à réduire les dépenses, mais ne rendent pas ces activités rentables au sens où elles donneraient lieu à un profit. Au mieux, la réduction des dépenses libère des sommes pour d'autres usages, ou rend possible une réduction des impôts.

Les dépenses de l'administration publique générale sont donc des dépenses improductives, au sens déjà donné à ce terme, c'est-à-dire improductives pour le capital. Les fonds engagés pour les financer ne sont pas dépensés comme capital, en vue de fructifier. Les résultats de ces activités ne sont pas des produits qui doivent être vendus sur le marché comme des produits de consommation privée rentable. Ils sont destinés à ce qui a été défini comme la consommation publique.

Le troisième champ d'intervention de l'État est celui des travaux publics, qui comprend les activités de construction, de réparation et d'entretien des routes, ponts, ports, aéroports, voies navigables, chemins de fer, égouts, aqueducs, systèmes de traitement des eaux, d'éclairage de rues, d'élimination des ordures ménagères, etc. La construction des infrastructures est généralement induite par l'État, c'est-à-dire commandée par l'État par voie de contrat à l'entreprise privée, et financée par lui à même les fonds publics ou, comme l'indique la tendance actuelle, dans le cadre de partenariats privés-publics (PPP). Leur entretien et leur administration ont été et demeurent dans une large mesure réalisés par l'État, mais ont désormais tendance à être confiés dans des proportions croissantes à l'entreprise privée.

En mettant sur pied ces infrastructures et en engageant des fonds à cette fin, l'État procède-t-il à un « investissement »? Si on veut dire par là que l'État crée des équipements socialement essentiels dont pourront bénéficier les générations actuelle et futures, on peut certainement, dans ce sens, parler d'investissement. Si par contre on comprend le terme « investissement » non plus dans ce sens général et social, mais dans le sens qui est le sien en économie capitaliste, celui d'investissement du capital, c'est-à-dire d'investissement dont la finalité est de fructifier, on ne peut plus parler des dépenses publiques d'infrastructure comme d'un investissement, parce qu'un tel

« investissement » est improductif pour le capital, c'est-à-dire non-producteur de profit. Une fois réalisée, la production induite par l'État, comme une nouvelle route par exemple, est mise à la disposition du public. En tant que bien de consommation publique, elle est d'accessibilité générale et sans frais. La dépense publique effectuée pour la réaliser ne donne donc pas lieu à un revenu.

Un investissement productif est un investissement qui fructifie. Faisant des petits, il est en mesure de « payer pour lui-même », de produire lui-même les fonds nécessaires au remboursement de son coût d'acquisition, à sa conservation et à son fonctionnement et même à sa propre reproduction à une échelle plus grande. Ce n'est pas le cas de la dépense publique; celle-ci est improductive. L'investissement public auquel elle donne lieu ne fructifie pas. Il ne « paie pas pour lui-même ». Son acquisition, de même que ses dépenses courantes de fonctionnement, d'entretien et de réparation, doivent être financés à partir des revenus de l'État qui lui viennent des impôts et des emprunts. Il en serait de toute évidence autrement dans le cas d'une autoroute à péage (privée ou publique) dont les tarifs d'utilisation seraient établis de manière à assurer non seulement l'autofinancement, mais la rentabilité d'une dépense qui serait ainsi un investissement au sens propre. Nous serions alors en présence d'une consommation de type privé, rentable, et non d'une consommation publique.

On entend souvent les gouvernements faire, en termes folkloriques, une distinction à l'intérieur de leurs dépenses, entre ce qu'ils appellent les dépenses d'investissement et les dépenses « d'épicerie », ces dernières étant les dépenses courantes (les salaires des employés, notamment), alors que les premières désignent les dépenses d'infrastructure. Dans le cadre de l'offensive menée contre le secteur public et au premier titre contre ses salariés, au nom des objectifs devenus prioritaires de réaliser l'équilibre budgétaire et de réduire la dette, les porte-parole gouvernementaux expliquent que, si en « saine théorie économique » des emprunts sont justifiés pour financer l'acquisition d'immobilisations dont la vie utile prévue serait équivalente à la période de remboursement, on ne saurait, sans mettre en péril les finances publiques, emprunter indéfiniment pour « payer l'épicerie ». Mais cet argument ne modifie en rien le fait qu'aucune des dépenses gouvernementales effectuées en vue de desservir la consommation publique non rentable n'est productive pour le capital, pas plus les dépenses « d'investissement » que les dépenses « d'épicerie », ce qui n'enlève par ailleurs rien à la pertinence sociale ni des premières, ni des secondes.

Si les dépenses publiques improductives n'ont pas elles-mêmes la qualité de capital, cela ne veut pas dire qu'elles n'ont aucune incidence sur l'accumulation du capital. Elles influencent au contraire l'accumulation de diverses manières, d'abord en impulsant l'activité de production des équipements d'infrastructure, puis, une fois ces équipements mis en place, en contribuant, par l'usage qui en est fait, à l'activité économique générale. La production des équipements d'infrastructure, généralement commandée par l'État à l'entreprise privée, est réalisée par elle en fonction d'objectifs de rentabilité communs à toute entreprise privée. L'entreprise de construction de routes par exemple réalisera une commande de l'État à la condition que cette activité lui soit profitable. L'État s'en porte acquéreur à un prix qui en garantit la rentabilité. Il l'offre à la consommation publique, non rentable, et, de ce fait, la dépense publique qui en a permis la production est une dépense improductive. L'« investissement » public qui en résulte est un investissement qui ne fructifie pas, comme nous venons de le voir, mais la dépense effectuée pour le réaliser fournit au capital privé une précieuse garantie de profit. En somme, l'activité de production de l'équipement matériel induite par la dépense publique est, grâce à la garantie étatique, une activité privée rentable, productive de profit,

même si l'investissement public qui en est à l'origine, n'est pas, lui, un investissement productif de profit pour l'État.

L'intervention de l'État apportant son soutien à l'activité privée rentable est donc, au moins à première vue, bénéfique pour le capital et pour l'économie en général dont elle stimule la croissance et contribue à résorber le chômage. Mais cet effet bénéfique a une lourde contrepartie dans la mesure où l'investissement public improductif « ne paie pas pour lui-même » et qu'en conséquence ses frais d'acquisition, d'entretien et de réparation doivent être financés par des impôts prélevés en partie sur les profits du capital privé. Cette contrepartie finit par l'emporter sur les effets bénéfiques et les remèdes se trouvent désignés : place à l'investissement privé, place à l'investissement qui fructifie, réduction de l'intervention économique directe de l'État et des dépenses publiques, privatisation ! Les premières mesures de ce programme sont les compressions de dépenses et avec elles la mise en veilleuse des projets de nouvelles infrastructures, la réduction des budgets d'entretien et de réparation, le tout entraînant une détérioration graduelle des équipements.

Simultanément, des efforts se déploient dans le sens d'une tarification des services ayant pour effet de transformer ces biens de consommation publique au moins partiellement sinon totalement en biens de consommation privée. L'instauration du péage sur une autoroute, par exemple, fait de cette autoroute un objet de consommation partiellement privée, tant qu'une partie des coûts d'opération est financée par les usagers et l'autre par l'État. La remise entière de l'administration de la même autoroute à l'entreprise privée et sa gestion sur des bases strictes de rentabilité transforment entièrement cette fraction du réseau routier national en bien de consommation privée dont le prix d'accès est établi de manière à ce que l'activité soit profitable. L'autoroute ainsi privatisée devient une sphère d'accumulation du capital privé. L'administration privée d'un aéroport, l'octroi de contrats de sous-traitance à des entreprises privées pour l'entretien et la réparation des voies publiques, etc. sont autant de formes de ce mouvement qui, sous la pression du capital, pousse au retrait de l'État d'activités où il avait été appelé à jouer un rôle déterminant.

Si essentielles soient les conquêtes sociales et démocratiques des organisations syndicales et populaires (droits à la santé, aux services sociaux, à l'éducation,...) dont bénéficie l'ensemble de la population travaillante, c'est-à-dire l'écrasante majorité de la population, elles sont un obstacle pour le capital, pour la production de profit, pour l'accumulation privée. D'où la nécessité pour le secteur privé de récupérer ce dont il a été en quelque sorte « exproprié » au fil des années avec la place croissante prise par l'État; il s'agit de « recapitaliser » une économie dont une part toujours plus grande en est arrivée à fonctionner en échappant aux règles du capital, de redonner un caractère capitaliste à tout un ensemble d'activités dont le maintien et l'existence devront dépendre de leur rentabilité et dont le fonctionnement sera partie intégrante de l'accumulation du capital.

Le concept marxiste de capital fictif

Une composante majeure, sinon la plus importante, du virage intervenu au début des années 1980 est le passage, à la faveur de la libéralisation et de la déréglementation, d'un régime d'accumulation international dans lequel le cycle du capital se déroulait sur une base nationale, à un régime proprement mondial où des masses de capital volatil détachées de l'investissement dans la production sont désormais libres de se déplacer dans l'espace planétaire strictement en fonction des besoins de leur valorisation. La principale spécificité de cette nouvelle donne est la prédominance de la finance, le développement à grande échelle de cette catégorie de capital que Marx désignait

déjà comme le capital fictif il y a 150 ans et dont il a minutieusement analysé la nature dans le Livre III du *Capital*.

Ce que Marx désigne comme le capital fictif consiste dans les divers titres, tels les actions émises par les entreprises en contrepartie de participations au financement de leur capital réel, et les obligations émises par les entreprises et les organismes publics en contrepartie des prêts qui leur sont consentis. Ces titres circulent comme des marchandises en bonne et due forme sur un marché spécifique, le marché de la finance, distinct du marché où se transigent les marchandises réelles. Leurs prix fluctuent sur ce marché et sont fixés selon des lois qui leur sont propres. Leur mouvement autonome « *renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent...* »². Les transactions financières, portant sur des titres, finissent par rendre invisible le processus qui est à l'origine des dividendes et des intérêts qui en sont les revenus.

*« Ainsi, il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès réel de mise en valeur du capital et l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s'en trouve renforcée ».*³

Le seul fait qu'un bout de papier permette à son détenteur de percevoir un montant déterminé à date fixe fait apparaître ce bout de papier comme un capital et le montant d'argent auquel il donne droit comme l'intérêt que rapporte ce capital. À la limite, la séparation entre le capital réel et le capital fictif censé le représenter, mais devenu autonome face à lui, peut être telle que l'apparence des choses, traduite dans les données du capital financier, soit en contradiction totale avec la réalité. « *Même une accumulation de dettes, écrit Marx, arrive à passer pour accumulation de capital* »⁴. Mieux encore, les titres d'une dette publique contractée pour faire l'acquisition de biens détruits par la guerre par exemple continuent à circuler alors que ces biens n'existent plus, de sorte que la ruine prend la forme de l'enrichissement; le capital fictif s'enfle dans la mesure même où le capital productif est détruit⁵.

Dans la sphère financière, l'argent semble faire de l'argent sans rapport avec le processus réel de production des valeurs. Des transactions boursières portant sur les actions d'une entreprise peuvent produire un rendement financier supérieur à celui que cette même entreprise obtient dans la sphère réelle par la fabrication et la vente de marchandises. Une envolée des cours boursiers peut très bien se produire à un moment où l'économie est stagnante. Comme fruit des politiques néolibérales, dans un monde où les marchés financiers dominent l'économie de part en part, la spéculation tend à devenir le mode de fonctionnement normal de la sphère financière.

De par sa nature, la sphère financière est par ailleurs le lieu propice de la manipulation et de la fraude, le lieu où les « initiés » influencent les fluctuations des valeurs des titres pour en tirer un profit par la magie de la « comptabilité créative », par le rachat de leurs propres titres par les entreprises, grâce à l'endettement. L'éclatement de la bulle financière du début des années 2000

² Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXIX, Éditions sociales, Paris, 1970, tome VII, p. 129.

³ *Ibidem*.

⁴ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXX, Éditions sociales, Paris, 1970, tome VII, p. 139.

⁵ *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste, 1919-1923*, Librairie du travail, Paris, 1934 ; réimpression en fac-similé, Maspero, Paris, 1972, p. 86.

en a fourni un exemple frappant avec les retentissants scandales d'Enron, World Com, Tyco, etc. qui ont révélé une fraude érigée en système.

La croissance boursière des années 1995 à 2000, sans rapport avec la croissance réelle beaucoup plus faible de l'économie, avait encore une fois nourri les illusions quant à un pouvoir magique des marchés financiers de créer par eux-mêmes de la richesse. Ces illusions ont été une fois de plus brutalement contredites lorsque ce qui n'était qu'une « bulle financière » a finalement éclaté en mars 2000 amorçant une chute soutenue des cours boursiers qui allait anéantir en deux ans des milliers de milliards de dollars d'actifs financiers, priver de leur emploi des dizaines de milliers de salariés, ruiner des millions de petits investisseurs et mettre en péril les retraites reposant sur des placements qui se sont volatilisés. Après avoir culminé à 11 700 points en janvier 2000, l'indice Dow Jones chutait à 7 800 en juillet 2002, perdant 33 % de sa valeur. Au cours de la même période, l'indice Standard and Poor's 500 perdait 45 % de sa valeur et l'indice NASDAQ des valeurs technologiques, 75 % de sa valeur.

À l'aune de la déréglementation, on a vu déferler au cours de cette période, dans l'ensemble des secteurs mais particulièrement dans celui des technologies de l'information et des communications, une vague de création de mégaconglomérats résultant de fusions-absorptions et d'acquisitions, souvent à des prix nettement supérieurs à la valeur des actifs acquis et en contrepartie d'un endettement massif.

Pour toutes les débâcles qui en ont résulté, les mêmes causes : des acquisitions tous azimuts aux fins de l'élimination de la concurrence, réalisées à des prix dépassant la valeur réelle des actifs acquis et source d'un endettement prohibitif, dans l'expectative optimiste de bénéfices qui n'ont pas été au rendez-vous. Les conséquences : la faillite pure et simple de l'entreprise, son démantèlement ou son sauvetage *in extremis* par la vente d'actifs et des mesures dites de rationalisation, telles des licenciements massifs; dans tous les cas, des radiations d'actifs (de montants équivalant à la différence entre la valeur très élevée des acquisitions et la valeur du marché au moment de la radiation), la volatilisation de milliards de dollars qui révèlent brutalement leur caractère de capital purement fictif dont la valeur élevée n'était qu'artificielle, poussée à ces sommets par la spéculation et les pratiques frauduleuses.

Entre le sommet des marchés boursiers atteint en 2000 et la fin de 2002, la capitalisation boursière mondiale a chuté de 13 350 milliards de dollars (dont la moitié aux États-Unis), soit 1,3 fois le PIB des États-Unis. Cela illustre le fait que, livré à lui-même, le capitalisme est en proie à de profondes difficultés et qu'il est constamment à la recherche de moyens artificiels pour tenter de les surmonter, comme la création de masses de capital fictif, qui s'écroulent par la suite comme des châteaux de cartes.

L'importance de la crise des valeurs technologiques en 2000-2002 ne doit pas faire oublier que la totalité de la période de la mondialisation du capital de placement à l'aune de la libéralisation et de la déréglementation a été parsemée de crises financières : crise mexicaine de 1982, suivie de la crise de la dette des pays sous-développés, provoquées par la hausse du dollar et des taux d'intérêt aux États-Unis, crise boursière de 1987 aux États-Unis suivie en 1989 par la faillite et le sauvetage des Caisses d'épargne et de crédit, crise de la bourse de Tokyo et crise immobilière japonaise en 1990, nouvelle crise de la dette au Mexique en 1995, crise des pays « émergents » d'Asie en 1997 et contrecoup de cette crise au Brésil, en Argentine et en Russie.

La crise actuelle à la lumière de la théorie marxiste de la monnaie

Après une remontée soutenue des cours boursiers de 2003 à 2007, qui a propulsé l'indice Dow Jones à un niveau supérieur de plus de 150 % au creux atteint après le dégonflement de la bulle technologique, débutait la puissante crise financière dans laquelle nous sommes aujourd'hui enlisés, la plus grave depuis celle de 1929. De son épicentre aux États-Unis, elle s'est rapidement propagée dans le monde entier, par l'éclatement d'une autre bulle, immobilière celle-là, engendrée par les moyens même qui avaient été favorisés pour tirer l'économie des États-Unis de la léthargie consécutive au dégonflement de la bulle précédente : taux d'intérêt exceptionnellement bas, accès facile à la propriété sans égard aux moyens financiers des acheteurs et déploiement d'une opaque architecture financière fondée sur une surexposition au risque.

L'origine de la crise se trouve dans les défaillances massives des prêts hypothécaires à haut risque consentis à grande échelle à des acheteurs de maison non solvables au cours des années précédentes. Entre 1994 et 2003, neuf millions de ménages états-uniens locataires sont devenus propriétaires. Pendant la même période, les prêts hypothécaires à haut risque sont passés de 35 milliards à 332 milliards de dollars en raison de la politique aventureuse et prédatrice d'établissements prêteurs sans scrupules nés de la déréglementation, qui ont offert des hypothèques à des termes tellement avantageux (période de remboursement de 40 ans, paiement des seuls intérêts, taux d'intérêt très bas), que les plus démunis nourris d'illusions ont acheté des maisons largement au-delà de leurs moyens. Mieux encore, la faiblesse des taux d'intérêt et la hausse des prix des propriétés, ainsi que les pressions exercées par les promoteurs ont encouragé une activité de refinancement des hypothèques sous la forme de marges de crédit hypothécaires, destinées à accroître la consommation courante. L'hypothèque traditionnelle a ainsi été remplacée à grande échelle par la marge de crédit personnelle avec garantie hypothécaire.

La formule a fonctionné tant que les prix immobiliers se sont maintenus et que les taux d'intérêt sont restés bas. Mais les prix des maisons neuves et sur le marché de la revente ont dégringolé à partir de 2006, de sorte que la valeur marchande des maisons a chuté sous la valeur du montant de l'emprunt à renouveler, et les taux d'intérêt ont augmenté considérablement : le taux directeur de la Banque centrale des États-Unis (Federal Reserve Board ou Fed), qui était de l'ordre de 1 % de 2004 à 2006, était porté à 5,25 % en 2006. D'où un très grand nombre de défaillances ayant entraîné, à la fin de 2007, l'anéantissement de quelque 2 000 milliards de dollars de valeur aux États-Unis. 1,3 millions de ménages ont perdu leur maison en 2007, sans compter la multitude de locataires évincés à la suite de la faillite de leurs propriétaires.

La crise immobilière s'est dès lors transformée en crise financière, du fait que les prêts hypothécaires à haut risque avaient été massivement regroupés par tranches avec d'autres créances (créances sur cartes de crédit, prêt-bail automobile, prêts accordés aux entreprises et aux commerçants, prêts personnels) au sein de nouveaux titres, de court terme, « adossés » à ces actifs (ou « garantis » par eux) et transigés sur un marché qui s'est écroulé à partir de 2007 en raison des nombreuses défaillances des prêts hypothécaires. Dans ce type d'opération, l'acheteur de titres ainsi adossés à des actifs se voit transférer par l'émetteur, pour la durée du contrat, un amalgame de créances de divers types, ainsi que le risque qui leur est inhérent, moyennant un

rendement légèrement supérieur au rendement des autres titres du marché monétaire. À l'échéance du contrat, l'acheteur de ces titres souhaite recouvrer sa mise, majorée des intérêts, qu'il peut retirer ou replacer, selon ses besoins; l'émetteur, quant à lui, doit disposer des liquidités nécessaires pour racheter ses titres, ainsi que de nouveaux acheteurs.

Cette opération est l'une des multiples facettes de la titrisation généralisée, technique vue comme une géniale innovation des créateurs de montages financiers, supposée garantir le système financier contre le risque dans une architecture financière complexe qui rend opaque la composition des produits synthétiques qui en résultent. Ces titres ont connu une croissance fulgurante, passant de 400 à 2 500 milliards de dollars, de 1995 au début de 2008⁶. Ils sont devenus de plus en plus complexes avec la création de « titres dérivés de titres » (*collateralized debt obligations*), c'est-à-dire de regroupements d'amalgames de titres divers, résultats d'un double processus de titrisation dont l'opacité a largement contribué à précipiter les difficultés qui se sont manifestées à partir de l'été 2007.

Avec une remarquable perspicacité, Marx avait décrit ainsi ce processus, il y a 150 ans :

*À mesure que se développe le capital productif d'intérêt et le système de crédit, tout capital semble se dédoubler, et par endroit tripler même, grâce aux diverses façons dont un même capital, ou simplement une même créance, apparaît dans des mains différentes, sous des formes différentes.*⁷

La titrisation a été l'occasion d'une forte croissance des banques commerciales : elle les a « libérées » de la contrainte de leur développement à partir de la seule croissance de leurs dépôts en leur permettant de s'alimenter d'emprunts à court terme sur le marché et de repousser ainsi hors de leur bilan leurs prêts à long terme. Ce fonctionnement, à la marge des règles internationales édictées à Bâle depuis 1988 en matière de capitalisation minimale des banques, leur a permis d'accroître le nombre de leurs prêts à long terme et, en contrepartie, de s'alimenter de manière continue de nouveaux emprunts à court terme, dans un processus qui les exposait toujours davantage au risque de défaillance de leurs emprunteurs.

Pour se protéger de ces risques, elles ont recouru à ce nouvel instrument que sont les *credit default swaps*, titres en vertu desquels, moyennant le paiement d'une prime, elles se sont assurées contre le risque de non-paiement des emprunteurs, en particulier, pour les banques des États-Unis, auprès de ce géant de l'assurance qu'est l'*American International Group*. D'un montant presque nul en 2001, les *credit default swaps*, ou titres de garantie contre la défaillance des emprunteurs, ont connu une croissance phénoménale pour atteindre le montant de 60 000 milliards de dollars en 2007⁸. D'instruments de couverture du risque, ils sont devenus des instruments de spéculation, dans une évolution qui met encore plus en évidence le caractère fictif du capital financier. Pour ce qui est de la qualité de la couverture contre le risque, on peut en juger à partir de la monumentale faillite de l'*American International Group* et de son sauvetage par sa nationalisation effective (acquisition de 80 % de son capital par le gouvernement des États-Unis contre l'apport de 85 milliards de dollars de fonds de rescapage) en septembre 2008.

⁶ « Link by link », *The Economist*, Londres, 16 octobre 2008.

⁷ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXIX, Éditions sociales, Paris, 1970, tome VII, p. 132.

⁸ « Link by link », *The Economist*, Londres, 16 octobre 2008.

La prétendue garantie contre le risque que la titrisation était censée apporter était fictive comme l'a démontré le déclenchement de la crise à l'été 2007. Craignant un risque de défaillance des prêts hypothécaires à haut risque, les détenteurs mondiaux de titres adossés à des actifs, dont les détenteurs de papier commercial (billets de trésorerie à très court terme) émis par des sociétés financières, se sont de plus en plus abstenus de les renouveler à l'échéance. La situation s'est aggravée en raison de la décision de certains émetteurs de geler leurs titres, refusant de les racheter à l'échéance, faute de liquidités pour ce faire, parce qu'incapables de trouver de nouveaux acheteurs.

La crise de liquidités ainsi créée a été amplifiée par la méfiance des banques, hésitantes à se prêter les unes aux autres et conservant leurs liquidités de peur d'en manquer. S'en est suivi un assèchement complet du crédit interbancaire qui constituait une menace directe sur l'économie réelle en raison de l'épuisement des possibilités de crédit offertes aux entreprises et aux consommateurs et auquel les autorités monétaires des divers pays ont répondu par des mesures d'urgence.

À la lumière de ces développements, on mesure toute l'actualité des propos de Marx sur la monnaie :

Tant que les paiements se compensent, elle fonctionne seulement d'une manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue.⁹

En période de crise où se produit un resserrement ou une totale disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable mode d'existence de la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les transformer en argent.¹⁰

Il vaut la peine de souligner que cette crise de liquidités est survenue à un moment où le monde est inondé de liquidités. Il y a d'abord la masse sans cesse croissante de capital de prêt, porteur d'intérêt, qui s'accumule dans la sphère strictement financière et qui draine les profits non réinvestis dans l'activité productive de richesses matérielles. Ce capital a dans un premier temps, à la fin des années 1960, été recyclé sur le marché des eurodollars dont le centre se trouvait à Londres, puis a trouvé son espace naturel à l'échelle planétaire avec la libéralisation et la déréglementation à partir des années 1980. Il y a aussi les énormes capitaux investis dans les fonds de pension, ainsi que les capitaux issus de la rente dont bénéficient les pays exportateurs de ressources naturelles, au premier titre le pétrole, et les capitaux accumulés par les grands pays exportateurs de biens de consommation comme la Chine.

⁹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, chapitre III, Éditions sociales, Paris, 1970, tome I, p. 143.

¹⁰ Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, chapitre XXXII, Éditions sociales, Paris, 1970, tome VII, p. 177.

Il y a donc eu au cours des dernières décennies une très forte croissance des réserves de change de pays comme le Japon, la Chine, la Russie, les pays exportateurs de pétrole. On a vu naître des « fonds souverains » de ces pays dont la fonction est de faire fructifier ces capitaux. Ils ont atteint le montant de 2 800 milliards de dollars à la fin de 2007. Ironie du sort, ce sont ces fonds souverains qui, dans la période préalable au véritable déclenchement de la crise, sont venus à la rescousse des banques durement frappées par la crise de liquidités reliée aux prêts hypothécaires à risque élevé.

À titre d'exemples, la plus grande banque du monde, la Citigroup, forcée de radier des actifs de près de 20 milliards de dollars en raison de son imprudente surexposition aux prêts hypothécaires à risque, a été secourue au début de 2008 par des fonds souverains de Singapour, du Koweït et d'Abou Dhabi. Toujours au début de 2008, la banque d'affaires Merrill Lynch, avant sa faillite et son rachat par la Bank of America, a été recapitalisée d'un montant de 5 milliards de dollars par des fonds de Singapour, du Koweït, de Corée et du Japon. Morgan Stanley de son côté a été secourue par la China Investment Corporation, alors que l'Union de Banque suisse a bénéficié de 11 milliards de dollars d'un fonds de Singapour.

L'or, valeur refuge

On fait le même constat de l'actualité des analyses de Marx lorsqu'on voit le prix de l'or propulsé à des sommets historiques par les craintes à l'égard du comportement de l'économie, de la dépréciation du dollar et de la hausse du prix du pétrole. L'or, incarnation universelle de la valeur comme la désignait Marx, redevient comme en toute crise la valeur refuge traditionnelle. On sait que la rupture du lien avec l'or, réclamée dans les années 1940 par Keynes qui considérait l'or comme une « relique barbare », a été provoquée en 1971 par les États-Unis dont le refus de convertir les dollars en or a entraîné l'effondrement du système monétaire international mis en place à Bretton Woods en 1944, en vertu duquel des parités fixes étaient établies entre les monnaies qui étaient toutes convertibles en or au prix fixe de 35 dollars des États-Unis pour une once d'or.

Officiellement chassé en tant que référence officielle en 1971, l'or n'en a pas moins continué à jouer le rôle de valeur refuge, fluctuant en sens inverse du dollar au gré des crises économiques et de la situation politique. Moins de dix ans plus tard, en janvier 1980, son prix atteignait les 845 dollars l'once, soit l'équivalent de plus de 2 000 dollars l'once en prix d'aujourd'hui. Après avoir sensiblement diminué par la suite, il remontait à 1 030 dollars l'once en mars 2008, puis diminuait à 735 dollars à la fin d'octobre 2008.

Un système contaminé par l'hypertrophie de la finance

Pour tenter d'éviter la catastrophe à la suite de l'écroulement d'importants piliers du secteur financier à l'échelle mondiale, on a vu les pouvoirs publics de l'ensemble des pays intervenir massivement dans diverses opérations de sauvetage, comme le rachat de titres toxiques, de titres du marché monétaire, de papier commercial des entreprises, d'actions des régimes de retraite, la nationalisation de banques, d'assureurs, etc., la création d'énormes quantités de liquidités par les banques centrales et la baisse des taux d'intérêt. Ces mesures ont été sans effet sur les marchés boursiers qui ont continué à piquer du nez pour retrouver, à la fin d'octobre 2008, les niveaux

d'avant 2003, alors que la crise financière se propageait à l'économie réelle dont il a fallu constater qu'elle s'engageait dans une sévère récession mondiale.

Pour juger de l'état de la situation, il faut souligner que l'économie mondiale souffre d'une grave endémie systémique qui est le résultat de trente années de néolibéralisme, à savoir l'hypertrophie de son secteur financier, lieu naturel du déploiement du capital fictif, de la spéculation, de la recherche par des moyens douteux du rendement maximum à court terme, de la manipulation et de la fraude. De 5,2 % en 1980, la part du secteur financier dans la capitalisation boursière a atteint 23,5 % en 2007 aux États-Unis¹¹. À l'échelle mondiale, la valeur des produits dérivés de toute sorte atteignait à la même date entre 300 000 et 500 000 milliards de dollars, comparativement à une valeur des marchés boursiers et obligataires de 100 000 milliards et un PIB mondial de 50 000 milliards¹².

Cela démontre que la majeure partie du capital se trouve investie dans des opérations qui ont peu à voir avec l'économie réelle, des opérations dont la valeur fluctue au gré des mouvements spéculatifs et dont le montant est propulsé à des sommets par des effets de levier donnant lieu à un endettement de l'ordre de 40 dollars par dollar investi. L'importance majeure du développement du marché du crédit à l'extérieur du système bancaire réglementé, en raison de la place croissante occupée par les fonds spéculatifs (*hedge funds*) et les fonds de capitaux privés non cotés en bourse (*private equity funds*), a largement contribué à son dérèglement et à nourrir les doutes les plus sérieux à l'égard de sa nouvelle configuration¹³.

En vérité, les événements d'aujourd'hui sont si dramatiques qu'ils en incitent plusieurs à remettre en question l'architecture complète des marchés des capitaux qui a émergé au cours de la dernière décennie.[...] Comme le dit George Soros, le légendaire gérant de fonds spéculatifs : " Ce n'est pas une crise normale, mais la fin d'une époque " »¹⁴

La panique des fonds spéculatifs pressés de liquider des actifs s'élevant à 1 800 milliards de dollars au début de la crise a significativement intensifié le mouvement de chute des cours boursiers à l'automne 2008.

L'appel désespéré à un « nouveau Bretton Woods »

Atterrés par une marche à l'effondrement de l'économie mondiale qu'ils ont provoquée par leurs politiques, les chefs d'État et de gouvernement et les dirigeants des organismes internationaux s'activent fébrilement dans la recherche d'une voie de sortie. Ils parlent d'une nécessaire réforme du capitalisme mondial, d'un « nouveau Bretton Woods », etc. Mais comment imaginer qu'un consensus puisse être réalisé sur de tels objectifs alors que les intérêts individuels particuliers des divers pays demeurent le fondement du système ?

Puisque l'hypothèse d'un « nouveau Bretton Woods » a été soulevée, rappelons que la conférence de Bretton Woods dans le New Hampshire aux États-Unis, avait réuni en 1944 les pays

¹¹ « Link by link », *The Economist*, Londres, 16 octobre 2008.

¹² Claude Chiasson, « L'argent papier ne vaut plus grand chose », *Le Devoir*, Montréal, 21 octobre 2008.

¹³ « Ins and outs of the ups and downs », *Financial Times*, Londres, 25 janvier 2008.

¹⁴ *Idem*.

vainqueurs de la Deuxième Guerre mondiale afin de mettre sur pied un nouveau système monétaire international. Deux projets y avaient été soumis, le plan Keynes (du nom de son auteur, l'économiste britannique John Maynard Keynes) soutenu par la Grande-Bretagne, et le plan White (du nom de son auteur, Harry White, économiste du Trésor des États-Unis) soutenu par les États-Unis.

Le plan Keynes proposait la création, au-dessus des monnaies nationales, d'une monnaie internationale appelée le « bancor » dont l'émission serait régie par une autorité monétaire supranationale, une banque mondiale ou banque centrale des banques centrales, qui deviendrait en quelque sorte le pivot d'un futur gouvernement économique du monde. Il prévoyait également un contrôle mondial des prix et des stocks de matières premières. L'autorité monétaire prévue par le plan Keynes aurait joué le rôle d'une « Union internationale de clearing », c'est-à-dire d'une chambre de compensation des paiements internationaux. Elle aurait par ailleurs disposé d'importants pouvoirs supranationaux par sa capacité d'émission de monnaie et d'octroi de crédits. Jouant au niveau mondial un rôle équivalent à celui que joue toute banque centrale nationale à l'intérieur d'un pays, elle aurait émis la monnaie mondiale, reçu des dépôts, répondu aux demandes de crédit et fourni à l'économie mondiale les liquidités nécessaires aux échanges entre les pays.

Un excédent de la balance des paiements aurait été inscrit sous forme d'un crédit dans les livres de l'Union de clearing; un déficit aurait été inscrit sous la forme d'un débit. Contrairement au fonctionnement de tout système bancaire cependant, l'Union de clearing aurait exigé le paiement d'un intérêt non seulement sur les comptes déficitaires, mais également sur les comptes excédentaires, reconnaissant la responsabilité conjointe des pays déficitaires et des pays excédentaires dans l'existence d'un déséquilibre et le partage nécessaire de leurs efforts en vue d'éliminer les surplus des uns qui sont simultanément les déficits des autres. Surplus et déficits étaient vus comme ne devant pas dépasser certaines limites au-delà desquelles des corrections devaient être apportées, parmi lesquelles la réévaluation pour les pays excédentaires et la dévaluation pour les pays déficitaires.

Du point de vue des règlements internationaux, le bancor devait donc jouer le rôle de réserve, rôle joué auparavant par l'or dans le régime de l'étalon-or, puis par la livre sterling et le dollar à côté de l'or dans le régime de l'étalon de change-or en vigueur entre les deux guerres mondiales. Le bancor était conçu comme une simple unité de compte. Il aurait été défini en unités d'or, mais non convertible en or, contrairement aux suppléants de l'or qu'étaient auparavant la livre et le dollar. Il était conçu comme une monnaie internationale à cours forcé.

L'adoption du plan Keynes aurait exigé que chaque pays accepte de voir sa monnaie soumise à une monnaie internationale sous la direction d'une banque centrale supranationale. Il va sans dire que les États-Unis n'étaient pas disposés à accepter un tel système. Leur puissance économique et militaire hégémonique au sortir de la guerre a donc imposé le plan White qui a donné lieu au système de Bretton Woods, dans lequel la monnaie nationale des États-Unis, le dollar, allait jouer le rôle de monnaie internationale et où l'institution internationale mise sur pied pour voir au fonctionnement du système, le Fonds monétaire international (FMI), allait être dominée par les États-Unis. Cette institution qu'est le FMI n'a rien de la banque centrale supranationale que proposait Keynes. L'institution qui allait jouer le rôle d'émission de monnaie « internationale », allait être la banque centrale des États-Unis, le Federal Reserve System.

Quelle voie de sortie ?

Peut-on imaginer qu'un débat de ce type soit relancé aujourd'hui et qu'on puisse en attendre des résultats réels, dans une situation où les déséquilibres des échanges internationaux ont atteint des sommets, où les gigantesques déficits des États-Unis sont financés par les surabondantes liquidités libellées principalement en dollars qui circulent à travers le monde, alimentées par les surplus commerciaux des pays exportateurs de ressources et des nouveaux pays industriels d'Asie, par des taux de change sous-évalués et par la quantité phénoménale de capital fictif reliée aux produits dérivés dont l'origine lointaine se trouve dans l'abandon en 1971 du régime des parités fixes entre les monnaies ?

Peut-on imaginer que des pays profondément ancrés dans un esprit de concurrence et motivés par la seule défense de leurs intérêts propres, particulièrement les plus puissants d'entre eux, puissent sérieusement s'engager dans un processus dont la finalité serait de mettre en place de véritables formes de coopération qui signifieraient l'abandon de leviers clés de leur développement autonome, ainsi qu'une purge sévère absolument nécessaire de ce secteur financier de plus en plus parasitaire qui maintient dans un péril permanent une économie réelle soumise à ses aléas ?

Poser ces questions n'est-il pas y répondre ?

Par contre, on a vu se déployer à travers le monde un engagement commun spontané des gouvernements et des banques centrales en faveur de mesures d'urgence destinées à rescaper leurs systèmes financiers nationaux. Ne jurant hier encore que par le marché, ils sont intervenus massivement à coup de milliers de milliards de dollars de fonds publics, notamment pour acquérir sur une base temporaire une partie du capital de grandes banques, de compagnies d'assurance et d'autres établissements privés, le temps d'en assurer le sauvetage aux frais de la collectivité et de jeter les bases d'un retour intégral à l'initiative privée rentable, par conséquent à l'anarchie qui en est le fondement et aux crises à venir qui ne pourront qu'en découler.

Si cette intervention de l'État n'a rien de la « socialisation » que certains ont voulu y voir, elle met clairement en évidence l'impasse à laquelle ce système mène lorsqu'il est livré à lui-même, et l'obligation qui s'impose à lui de chercher la voie de sortie de cette impasse à l'extérieur de ses propres cadres, c'est-à-dire à l'extérieur du cadre de l'initiative privée. La crise majeure actuelle met éminemment en relief les limites du système, l'incompatibilité, comme le disait Marx, entre le caractère de plus en plus social des moyens de production et le caractère de plus en plus privé et concentré de leur propriété. Une incompatibilité qui désigne la nécessité de leur prise en main par la collectivité et de leur planification démocratique en tant que biens publics dotés d'une mission de service public, mais qui pointe aussi du doigt, dramatiquement, le degré actuel de déculturation politique produit par trente ans de néolibéralisme et d'impréparation de la population travailleuse appelée à relever ce défi. D'où l'urgence de s'atteler à la tâche.

Obama démiurge ?

Si porteuse d'espoirs qu'elle ait pu être, l'élection historique de Barak Obama à la présidence des États-Unis peut-elle être vue comme ouvrant des perspectives réelles de modifications en profondeur ? Il faudrait être bien optimiste pour répondre par l'affirmative. Pour en juger,

n'oublions pas qu'Obama a reçu l'appui de personnalités comme les anciens membres de la garde rapprochée de George Bush que sont l'ex-secrétaire d'État à la Défense Colin Powell et l'ex-secrétaire au Trésor Paul O'Neill, du financier milliardaire Warren Buffett, de l'ancien directeur de la Réserve fédérale Paul Volcker, de la majorité des grands quotidiens états-uniens et d'hebdomadaires du monde de la finance comme *The Economist*, qu'il a reçu un appui financier majeur d'entreprises de première importance comme Goldman Sachs et Citigroup dans le domaine financier, ainsi que de grandes entreprises de secteurs clés de l'économie. On peut penser que ces piliers de l'économie capitaliste ne lui ont pas fait de chèque en blanc et qu'ils s'attendent à un retour d'ascenseur. On peut penser aussi qu'ils n'ont pas naïvement donné leur appui sans la certitude d'en tirer les bénéfices escomptés.

Commentant ces développements, le célèbre défenseur des droits des consommateurs, Ralph Nader a déclaré :

*Barack Obama a ramassé beaucoup plus d'argent que John McCain à Wall Street, auprès des grandes entreprises, et la question qui doit être posée est celle-ci : pourquoi ces gens-là investissent-ils tant dans Barack Obama ? Parce qu'ils pensent qu'il est leur homme, donc préparez-vous à être déçus.*¹⁵

Nader n'a pas été moins tendre à l'égard de la décision d'Obama de désigner Ralph Emmanuel comme chef de cabinet de la Maison-Blanche, qu'il a défini comme « *un réactionnaire, un démocrate de droite [...] et un militariste dur qui soutient la répression du peuple palestinien par Israël* »¹⁶. Alors qu'Obama s'est présenté pendant toute la campagne électorale comme « *l'homme du changement* », John Pilger, l'auteur du documentaire *La guerre contre la démocratie*, le présente comme « *un homme du système* » :

*Il n'y avait pratiquement aucune différence entre John McCain et Barack Obama pendant la campagne électorale en ce qui concerne la politique étrangère. À vrai dire, Obama est allé plus loin : il a même déclaré Jérusalem capitale d'Israël, il a menacé l'Amérique latine et il a paru, parfois, aller plus loin que Bush.*¹⁷

Sur le plan économique, n'oublions pas non plus que, en tant que sénateur de l'Illinois, Obama a voté en faveur du plan Paulson de rescapage du secteur bancaire de 700 milliards de dollars, mais qu'il n'a mis de l'avant aucune proposition de fond pour résoudre à sa source la crise financière, ni de moyens véritables pour venir en aide aux millions de personnes touchées par les pertes d'emplois, la saisie de leur maison et les dommages subis par leurs fonds de retraite à la suite de la chute des cours boursiers. Une situation qui s'aggrave de jour en jour, alors que la crise financière se propage puissamment à l'économie réelle et que des géants de l'industrie acculés à la faillite, comme les grands de l'automobile, font aussi appel au sauvetage de l'État.

Il ne faut pas être devin pour prévoir qu'un inévitable choc est voué à se produire entre les attentes de la population et les politiques à venir de celui qui est encore perçu, pour un certain temps, comme un demiurge.

¹⁵ Cité par Marie-Christine Bonzom, « Après l'euphorie de mardi », *Le Devoir*, Montréal, 8-9 novembre 2008.

¹⁶ *Idem*.

¹⁷ *Idem*.